

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42974]

3 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Bien-être des animaux, les articles D.2, §§ 1^{er} et 4, et D.19, § 1^{er} ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné en date du 7 juin 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juin 2020 ;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 15 juin 2020 ;

Vu le rapport du 8 juin 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 67.661/2/V du Conseil d'État, donné le 3 août 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le rôle important des communes en matière de bien-être animal ;

Considérant que le nombre de chats errants dans les communes reste trop important ; qu'ils sont ainsi source de nuisances tels le bruit et la pollution de l'environnement ; qu'ils constituent par ailleurs une menace pour la faune indigène ; qu'ils sont également susceptibles de transmettre des maladies aux humains ainsi qu'aux autres chats et que leur bien-être est compromis ;

Considérant qu'il entre dans les compétences du Gouvernement wallon d'apporter un soutien aux communes concernées par la prolifération de chats errants ;

Considérant que lorsque l'état de santé d'un chat ne permet pas de le maintenir en vie en lui assurant des conditions optimales de bien-être animal, l'aide octroyée peut être utilisée pour euthanasier l'animal afin de lui éviter toute souffrance supplémentaire ;

Considérant qu'il convient de soutenir la stérilisation des chats domestiques des publics précarisés pour éviter que les difficultés financières ne soient la cause d'une augmentation de la population de chats errants ;

Considérant que les communes, par leur proximité avec les citoyens et citoyennes, jouent un rôle essentiel dans la sensibilisation au bien-être animal ;

Considérant que le travail de sensibilisation constitue un levier essentiel pour améliorer le bien-être animal, et nécessite des moyens adéquats ;

Considérant qu'il entre dans les compétences du Gouvernement wallon d'apporter un soutien aux communes qui mettent en place des mesures d'informations et de sensibilisation au bien-être animal ;

Considérant qu'il entre dans les compétences du Gouvernement wallon d'assurer un dialogue constructif entre les différentes parties prenantes en matière de bien-être animal, et que la mise en place d'un système de concertation impliquant un référent bien-être animal constitue un levier important pour permettre aux communes de remplir leurs obligations relatives au bien-être animal ;

Considérant qu'il convient que ce régime d'aide soit accessible à toute commune wallonne à condition qu'elle apporte sur ses fonds propres le complément à la prise en charge partielle des frais par la Wallonie ;

Sur la proposition de la Ministre du Bien-être animal ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par le Service, la Direction de la Qualité et du Bien-être animal, du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal, du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Art. 2. Il est créé un régime d'aide aux communes en matière de bien-être animal à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'aide est annuelle et porte sur des actions réalisées entre le 1^{er} avril de l'année d'introduction de la demande d'aide et le 31 mars de l'année qui suit.

Le régime d'aide est accessible aux communes de la Région wallonne qui complètent et adressent avant le 28 février au Service, par courrier électronique ou courrier recommandé, une demande satisfaisant aux conditions reprises aux articles 3 et 4.

La demande est à compléter au moyen du formulaire repris en annexe 1^{re}.

Art. 3. Le Service vérifie la complétude de la demande d'aide d'une commune visée à l'article 2, alinéa 3, au regard des conditions d'éligibilité fixées à l'article 4.

Si la demande d'aide visée à l'article 2, alinéa 3, est incomplète, le Service en informe la commune dans les dix jours suivant sa réception, en précisant les éléments manquants. La commune communique les éléments manquants au Service dans les dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de complétude du Service. Les jours ouvrables sont tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Dans les trente jours qui suivent la date limite d'introduction des demandes, le Service marque son accord sur la complétude de la demande. Dans ce délai de trente jours, le Service communique à la commune ayant introduit une demande incomplète la décision de refus d'octroi de l'aide.

Si la demande est complète, le Service bénéficie d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire pour accepter ou refuser l'octroi de l'aide. Les critères d'appréciation sont les suivants :

- 1° adéquation entre les objectifs visés par le présent arrêté et les moyens proposés ;
- 2° propositions d'actions réalistes et respectueuses de la législation.

Art. 4. § 1^{er}. Pour bénéficier du régime d'aide visé à l'article 2, alinéa 3, la demande d'aide annuelle satisfait aux conditions suivantes :

1° la commune couvre sur ses fonds propres la partie des frais non couverts par l'aide forfaitaire apportée par la Région wallonne, dans le respect du principe de neutralité budgétaire ;

2° la commune conserve les pièces justificatives des dépenses réalisées et les fournit à la demande du Service dans un délai de dix jours.

§ 2. Si la demande d'aide vise la stérilisation des chats errants, la commune établit un plan d'action annuel par rapport à la population de chats errants présents sur son territoire.

Le plan d'action annuel visé à l'alinéa 1^{er} contient notamment :

- 1° une estimation de la population de chats errants présente ;
- 2° son statut stérilisé ou non ;
- 3° les objectifs en nombre de chats à stériliser au cours de l'année d'action ;
- 4° les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

La commune fournit une déclaration de créance conforme au modèle repris à l'annexe 3 dans un délai de deux mois après la date de clôture du plan d'action annuel.

Les dépenses éligibles pour la justification de la subvention sont les frais vétérinaires, les prestations du personnel communal, les factures ou versements liés à des actions de communication ou d'information (comme la location de salle pour un événement ou l'achat de matériel).

La commune établit un contrat avec un ou des vétérinaires, ou une association ou un refuge, qu'elle charge de la stérilisation des chats errants, ou le cas échéant de leur euthanasie lorsque leur état de santé ne permet pas de les maintenir en vie en leur assurant des conditions optimales de bien-être animal, ou le cas échéant de la stérilisation des chats domestiques des personnes pouvant bénéficier de ce service par décision de la commune, selon le modèle repris à l'annexe 2. Le chat stérilisé est identifiable comme étant stérilisé, via une entaille triangulaire à l'oreille droite ou via une micropuce.

Lorsque les missions de stérilisation ou d'euthanasie dans le cas où l'état de santé de l'animal ne permet pas de le maintenir en vie en lui assurant des conditions optimales de bien-être animal, sont confiées à une association ou à un refuge, l'association ou le refuge charge une personne habilitée de la stérilisation ou de l'euthanasie.

§ 3. Si la demande d'aide vise à mettre en place un système de concertation avec un référent bien-être animal, la commune établit un système de concertation au sein duquel le référent bien-être animal constitue le point de contact pour le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, les agents communaux, les agents de police et les citoyens.

Le référent bien-être animal peut être un agent communal, un agent de police, un vétérinaire communal ou un échevin du bien-être animal. Le référent est spécialisé dans la législation en matière de bien-être animal.

Le référent bien-être animal :

1° constitue le point de contact de la commune pour le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, les agents communaux, les agents de police et les citoyens ;

2° participe proactivement à la diffusion d'informations en matière de bien-être animal au sein de la commune (cadre légal, sensibilisation) ;

3° peut stimuler la création, ou participer au développement, d'une Cellule Bien-être Animal au sein de la commune ;

4° recense les besoins liés au bien-être animal au sein de la commune et formule des propositions concrètes pour y répondre.

§ 4. Si la demande d'aide vise l'aide aux mesures d'information et de sensibilisation, dont l'organisation d'événements, la commune établit un plan de communication concernant le bien-être animal, contenant notamment les thèmes abordés, le public visé et les moyens utilisés.

Les actions de sensibilisation et d'information mentionnent le soutien de la Région wallonne

Art. 5. § 1^{er}. Pour les actions de stérilisation visées à l'article 4, § 2, le montant maximum de l'aide annuelle est fixé comme suit :

1° 1.000 euros pour une commune comptant au maximum 14.999 habitants ;

2° 1.500 euros pour une commune de 15.000 à 30.000 habitants ;

3° 2.000 euros pour une commune comptant plus de 30.000 habitants.

Le nombre d'habitants est celui établi au 1^{er} janvier de l'année de demande d'aide.

La subvention est utilisée uniquement pour la stérilisation des chats errants et pour l'euthanasie des chats errants dont l'état de santé ne permet pas de les maintenir en vie en leur assurant des conditions optimales de bien-être animal.

Par dérogation à l'alinéa 3, la commune peut décider d'élargir son plan d'action annuel à la stérilisation de chats domestiques lorsque le responsable en fait la demande expresse à sa commune et bénéficie d'un des revenus suivants :

1° un revenu garanti aux personnes âgées visé par la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées ;

2° une garantie de revenus aux personnes âgées visée par la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées ;

3° une allocation de remplacement de revenu ou une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées ;

4° un revenu d'intégration en vertu de l'article 14, § 1^{er}, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ;

5° une aide financière en vertu de l'article 60, § 3, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et dont cette aide a été remboursée par l'Etat en vertu de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1995 réglant le remboursement par l'Etat des frais relatifs à l'aide accordée par les centres publics d'aide sociale à un indigent qui ne possède pas la nationalité belge et qui n'est pas inscrit au registre de population.

§ 2. Pour les actions d'information et de sensibilisation ou la mise en place d'un système de concertation avec un référent en bien-être animal, un montant forfaitaire de 1.000 euros est attribué.

Art. 6. Au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de clôture du plan d'action annuel, la commune ayant reçu du Service un accord de principe pour l'octroi d'une aide annuelle communique au Service une déclaration de créance conforme au modèle repris en annexe 3.

La commune qui ne transmet pas au Service la déclaration de créance dans le délai imparti perd son droit à l'octroi de l'aide annuelle.

Art. 7. Le Service organise un contrôle ciblé des communes en leur demandant leurs pièces justificatives. Le contrôle est basé sur un échantillonnage de minimum dix pour cent des bénéficiaires, en tenant compte d'une analyse de risques.

Art. 8. Après la mise en œuvre des contrôles du Service, le paiement de l'aide est exécuté annuellement pour l'ensemble des communes bénéficiaires.

La subvention est liquidée par le Service sur le compte bancaire de la commune et le versement correspond au montant total de la déclaration de créance présentée par la commune.

Art. 9. Pour l'année 2020, la date limite d'introduction des demandes est reportée au 15 octobre 2020. Les actions visées porteront sur la période du 15 octobre 2020 au 31 mars 2021.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature. L'arrêté cesse d'être en vigueur le 31 mars 2023.

Art. 11. Le ministre qui a le bien-être animal dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

**Annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020
établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal**

Demande d'aide

1. Généralités

La demande est introduite avant le 28 février de l'année et porte sur un plan d'action annuel s'étendant du 1^{er} avril de l'année de l'année d'introduction de la demande d'aide au 31 mars de l'année qui suit.¹

Informations concernant la commune qui demande l'aide :

Commune :
Code postal :
Adresse (rue, numéro) :
Personne de contact – nom et fonction :
Téléphone :
E-mail :
Compte bancaire sur lequel l'aide est à verser :

2. Types d'action

2.1. Stérilisation des chats errants

La commune sollicite une aide pour la stérilisation des chats :

- OUI
- NON

Plan d'action annuel par rapport à la population de chats errants présents sur le territoire communal :

- Etat de la problématique sur le territoire communal :
 - Estimation du nombre de chats errants :
 - dont : nombre de chats errants stérilisés l'année qui précède :
 - Objectifs en nombre de chats à stériliser au cours de l'année du plan d'action :

¹ Pour l'année 2020, la date du 28 février est postposée à la date du 15 octobre 2020. La période sur laquelle porte les actions visées commence le 15 octobre 2020 pour se terminer le 31 mars 2021.

- Actions prévues et moyens mis en œuvre pour appréhender la problématique.
- La commune a décidé d'élargir son plan d'action annuel à la stérilisation de chats domestiques dont le responsable bénéficie d'un des revenus visés à l'article 5 :
 - OUI
 - NON
- La commune a établi un contrat avec un ou des vétérinaires, éventuellement par l'intermédiaire d'une association ou d'un refuge, qu'elle a chargé(s) de la stérilisation des chats errants, ou de leur euthanasie lorsque leur état de santé ne permet pas de les maintenir en vie en leur assurant des conditions optimales de bien-être animal, sur base du modèle ou avec les éléments repris à l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020 établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal et le(s) joint à la demande.

2.2. Actions d'information et de sensibilisation au bien-être animal

La commune sollicite une aide pour les actions d'information et de sensibilisation au bien-être animal :

- OUI
- NON

Plan de communication annuel en vue de sensibiliser et d'informer par rapport au bien-être animal :

- Etat de la problématique sur le territoire communal :
 - Estimation des besoins prioritaires en termes d'informations et de sensibilisation au bien-être animal (thématiques importantes, problématiques récurrentes, etc), et définition du public-cible en fonction de ces besoins.
 - Objectifs visés en termes d'informations et de sensibilisation au bien-être animal.
- Actions prévues et moyens mis en œuvre pour appréhender la problématique

2.3. Mise en place d'un système de concertation avec un référent bien-être animal au sein de la commune

La commune sollicite une aide pour la mise en place d'un système de concertation avec un référent bien-être animal :

- OUI
- NON

- Procédures mises en place en vue d'organiser les échanges entre le référent bien-être animal d'une part, et les agents de police, agents communaux et citoyens d'autre part.

En introduisant cette demande, la commune s'engage à couvrir sur ses fonds propres la partie des frais non couverts par l'aide forfaitaire apportée par la Région wallonne.

Je déclare sur l'honneur que toutes les informations renseignées dans ce formulaire sont exactes et sincères et j'autorise l'administration compétente à venir vérifier sur place le cas échéant.

Date :

Signature, nom et fonction de la personne habilitée :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020 établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal.

Namur, le 3 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt,
de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020 établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal

S'il s'agit d'un contrat entre une commune et un vétérinaire, complétez la première partie. S'il s'agit d'un contrat entre une commune et une association ou un refuge, complétez la deuxième partie.

Première partie

Contrat entre la commune et un vétérinaire chargé de la stérilisation, ou le cas échéant, de l'euthanasie lorsque l'état de santé de l'animal ne permet pas de le maintenir en vie en lui assurant des conditions optimales de bien-être animal.

Je soussigné (nom et prénom)

personne responsable pour la commune de

à

.....(adresse complète)

désigne, en application de l'article 4, § 2, alinéa 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020 établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal,

Le Dr. (nom et prénom)

vétérinaire agréé à (adresse)

numéro d'inscription à l'Ordre.....

pour effectuer, selon les modalités fixées ci-dessous, la castration des chats errants mâles, la stérilisation des chats femelles (par ovariectomie ou ovariohystérectomie) et les euthanasies des chats errants dont l'état de santé ne permet pas de les maintenir en vie en leur assurant des conditions optimales de bien-être animal ; ainsi que, le cas échéant, la stérilisation des chats domestiques des personnes pouvant bénéficier de ce service par décision de la commune.

Le taux horaire :

Fait à....., le

En trois exemplaires dont un exemplaire est conservé par chacune des parties.

Date :

Pour la commune,

signature de la personne habilitée

Signature du vétérinaire

Deuxième Partie

Contrat entre la commune et un refuge ou une association en vue de la stérilisation, ou le cas échéant de l'euthanasie lorsque l'état de santé de l'animal ne permet pas de le maintenir en vie en lui assurant des conditions optimales de bien-être animal.

<p>Je soussigné (nom et prénom)</p> <p>personne responsable pour la commune de</p> <p>à</p> <p>.....(adresse complète)</p>
--

désigne, en application de l'article 4, § 2, alinéa 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020 établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal,

<p>Nom de l'association ou du refuge</p> <p>Adresse.....</p> <p>.....</p> <p>Nom du gestionnaire.....</p> <p>.....</p> <p>Dans le cas d'un refuge agréé : numéro d'agrément HK _____</p> <p>pour charger un vétérinaire d'effectuer, selon les modalités fixées ci-dessous, la castration des chats errants mâles, la stérilisation des chats femelles (par ovariectomie ou ovariohystérectomie) et les euthanasies des chats errants dont l'état de santé ne permet pas de les maintenir en vie en leur assurant des conditions optimales de bien-être animal, ainsi que, le cas échéant, la</p>

stérilisation des chats domestiques des personnes pouvant bénéficier de ce service par décision de la commune.

Fait à....., le

En trois exemplaires dont un exemplaire est conservé par chacune des parties.

Date :

Pour la commune,

Pour le refuge ou l'association,

Signature de la personne habilitée

Signature de la personne habilitée

Art. 1. La stérilisation ou l'euthanasie des chats lorsque l'état de santé de l'animal ne permet pas de les maintenir en vie en lui assurant des conditions optimales de bien-être animal, doit être exécutée par une personne habilitée à cette fin en vertu de la loi du 28 août 1991.

Art. 2. Avant toute intervention chirurgicale, le vétérinaire s'assurera que le chat ne soit pas déjà porteur d'une micropuce et enregistré dans la base de données officielle Cat-ID. Si tel est le cas, aucune intervention chirurgicale ne sera effectuée, à l'exception de l'aide pour la stérilisation des chats domestiques dont le responsable bénéficie d'un des revenus visés à l'article 5.

Art. 3. Le vétérinaire s'engage à stériliser les chats errants après avoir examiné l'animal afin de vérifier si son état de santé apparent lui permet d'être stérilisé.

Art. 4. Le vétérinaire interviendra non seulement pour l'intervention chirurgicale visée par le présent contrat mais également pour la garde et le traitement postopératoire des animaux opérés ainsi que pour l'euthanasie éventuelle des chats présentés. Le vétérinaire a toutefois la faculté de confier la garde postopératoire des animaux à une institution spécialisée pour autant que ni la commune ni la Région ne doivent intervenir dans les frais d'hospitalisation, de garde et de traitement.

Art. 5. Le vétérinaire ne pourra procéder à l'euthanasie d'un animal malade que s'il juge son état de santé gravement altéré et que les personnes qui lui ont présenté cet animal ne peuvent l'adopter ou le faire adopter.

Art. 6. Le vétérinaire procédera à l'identification du chat comme étant stérilisé via une entaille triangulaire à l'oreille droite ou via une micropuce.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020 établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal.

Namur, le 3 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt,
de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

**Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020
établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal**

DECLARATION DE CREANCE

Commune :	
Rue :	N°
.....	
C.P. :	Localité :

Je soussigné (nom, qualité)
.....

certifie qu'en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020 établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal

il m'est dû par la Région wallonne la somme de (montant en toutes lettres)

.....
..... euros

dans le cadre du plan d'action annuel portant sur la période

(date de début)

(date de fin)

	Nombre		Coût	Coût total en euros
	Chats errants	Chats domestiques		
Stérilisations de chats males				
Stérilisations de chats femelles				
Euthanasies		-		
Total (plafonné selon la population de la commune)				
Actions d'information et de sensibilisation au bien-être animal et/ou mise en place d'un système de concertation avec un référent bien-être animal			1.000 euros *	
Total de la créance :				

* biffer si non applicable

Je certifie que les dépenses faisant l'objet de la présente déclaration de créance se rapportent exclusivement à la mission définie à l'arrêté mentionné ci-dessus et n'ont pas fait l'objet d'autres financements publics dont la Région wallonne n'aurait pas eu connaissance dans le cadre du présent régime d'aide.

Je conserve l'ensemble des pièces justificatives (factures, versements et autres preuves de paiement) destinées à la mise en œuvre du présent arrêté et couvrant les dépenses relatives à la totalité de la subvention. Je les mets à disposition de la Wallonie dans un délai de dix jours sur demande.

La somme de euros (montant en chiffres) est à verser

sur le compte bancaire : BE

ouvert au nom de :

.....

auprès de :

.....

(dénomination de l'établissement financier)

Certifié sincère et véritable.

Date :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2020 établissant un régime d'aide aux communes dans le cadre du bien-être animal.

Namur, le 3 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt,
de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/42974]

3. SEPTEMBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, Artikel D.2 §§ 1 und 4, und D.19 § 1;

Aufgrund der am 7. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Juni 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie ("Union des villes et communes de Wallonie");

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 8. Juni 2020;

Aufgrund des am 3. August 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 67.661/2/V des Staatsrats;

In Erwägung der wichtigen Rolle der Gemeinden auf dem Gebiet des Tierschutzes;

In der Erwägung, dass die Zahl der streunenden Katzen in den Gemeinden immer noch zu hoch ist; dass sie daher eine Quelle von Belästigungen wie Lärm und Umweltverschmutzung sind; dass sie auch eine Bedrohung für die einheimische Fauna darstellen; dass sie wahrscheinlich auch Krankheiten auf Menschen und andere Katzen übertragen und dass ihr Wohlergehen gefährdet ist;

In der Erwägung, dass es in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Regierung fällt, die von der Verbreitung streunender Katzen betroffenen Gemeinden zu unterstützen;

In der Erwägung, dass, wenn der Gesundheitszustand einer Katze es nicht erlaubt, sie unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten, die gewährte Beihilfe zur Euthanasie des Tieres verwendet werden kann, um weiteres Leiden zu vermeiden;

In der Erwägung, dass die Sterilisation von Hauskatzen in der finanziell schwachen Bevölkerung unterstützt werden sollte, um zu verhindern, dass finanzielle Schwierigkeiten zu einem Anstieg der Population streunender Katzen führen;

In der Erwägung, dass die Gemeinden durch ihre Nähe zu den Bürgern eine wesentliche Rolle bei der Sensibilisierung für den Tierschutz spielen;

In der Erwägung, dass die Sensibilisierungsarbeit ein wesentlicher Beitrag zur Verbesserung des Tierschutzes darstellt und angemessene Mittel erfordert;

In der Erwägung, dass es in der Zuständigkeit der Wallonischen Regierung liegt, jene Gemeinden zu unterstützen, die Informations- und Sensibilisierungsmaßnahmen im Bereich des Tierschutzes einführen;

In der Erwägung, dass es in der Zuständigkeit der Wallonischen Regierung liegt, einen konstruktiven Dialog zwischen den verschiedenen Interessengruppen im Bereich des Tierschutzes zu gewährleisten, und dass die Einrichtung eines Beratungssystems unter Einbeziehung eines Tierschutzreferenten ein wichtiges Mittel darstellt, um den Gemeinden zu ermöglichen, ihren Verpflichtungen in Bezug auf den Tierschutz nachzukommen;

In der Erwägung, dass diese Beihilferegelung allen wallonischen Gemeinden unter der Bedingung zugänglich sein sollte, dass sie aus ihren eigenen Mitteln die Ergänzung zur teilweisen Kostendeckung durch die Wallonie bereitstellen;

Auf Vorschlag der Ministerin für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Dienststelle" die Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Art. 2 - Es wird ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Beihilferegelung für Gemeinden im Bereich des Tierschutzes eingerichtet.

Die Beihilfe wird jährlich gewährt und bezieht sich auf Aktionen, die zwischen dem 1. April des Jahres, in dem der Beihilfeantrag eingereicht wird, und dem 31. März des folgenden Jahres durchgeführt werden.

Die Beihilferegelung ist den Gemeinden der Wallonischen Region zugänglich, die einen den in den Artikeln 3 und 4 genannten Bedingungen genügenden Antrag ausfüllen und ihn vor dem 28. Februar per E-Mail oder Einschreiben an die Dienststelle richten.

Der Antrag ist anhand des Formulars in Anhang 1 auszufüllen.

Art. 3 - Die Dienststelle überprüft die Vollständigkeit des Beihilfeantrags einer in Artikel 2 Absatz 3 genannten Gemeinde unter Zugrundelegung der in Artikel 4 festgelegten Bedingungen für die Beihilfefähigkeit.

Ist der in Artikel 2 Absatz 3 genannte Beihilfeantrag unvollständig, so setzt die Dienststelle die Gemeinde innerhalb von zehn Tagen nach dessen Eingang unter Angabe der fehlenden Elemente davon in Kenntnis. Die Gemeinde übermittelt der Dienststelle die fehlenden Elemente innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang ihres Antrags auf Vervollständigung. Bei den Werktagen handelt es sich um alle Tage mit Ausnahme des Samstags, des Sonntags und der gesetzlichen Feiertage.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dem äußersten Datum für die Einreichung der Anträge bestätigt die Dienststelle die Vollständigkeit des Antrags. Binnen dieser dreißigtägigen Frist teilt die Dienststelle der Gemeinde, die einen unvollständigen Antrag eingereicht hat, den Beschluss zur Verweigerung der Beihilfegewährung mit.

Ist der Antrag vollständig, so kann die Dienststelle nach eigenem Ermessen beurteilen, ob die Beihilfe zu gewähren oder zu verweigern ist. Die Beurteilungskriterien sind folgende:

- 1° Übereinstimmung zwischen den durch vorliegenden Erlass verfolgten Zielen und den vorgeschlagenen Mitteln;
- 2° realistische und gesetzkonforme Aktionsvorschläge.

Art. 4 - § 1. Um in den Genuss der in Artikel 2 Absatz 3 genannten Beihilferegelung zu gelangen, muss der jährliche Beihilfeantrag folgenden Bedingungen genügen:

- 1° Die Gemeinde deckt aus eigenen Mitteln den Teil der Kosten, der nicht durch die Pauschalbeihilfe der Wallonischen Region gedeckt wird, unter Beachtung des Grundsatzes der Haushaltsneutralität;
- 2° die Gemeinde bewahrt die Belege über die getätigten Ausgaben auf und stellt sie auf Anfrage der Dienststelle binnen zehn Tagen zur Verfügung.

§ 2. Zielt der Beihilfeantrag auf die Sterilisation der streunenden Katzen ab, so erstellt die Gemeinde einen jährlichen Aktionsplan je nach der Population streunender Katzen auf ihrem Gebiet.

Der in Absatz 1 genannte jährliche Aktionsplan enthält insbesondere:

- 1° eine Einschätzung der bestehenden Population streunender Katzen;
- 2° ihren Status (sterilisiert oder nicht);
- 3° die Ziele hinsichtlich der Anzahl der im Laufe des Aktionsjahres zu sterilisierenden Katzen;
- 4° die zur Erreichung dieser Ziele eingesetzten Mittel.

Die Gemeinde legt innerhalb von zwei Monaten nach dem Abschlussdatum des jährlichen Aktionsplans eine Forderungsanmeldung vor, die dem Muster in Anhang 3 entspricht.

Die für die Begründung des Zuschusses zulässigen Ausgaben sind die Tierarztkosten, die Leistungen des Gemeindepersonals, die mit Kommunikations- und Informationsaktionen verbundenen Rechnungen bzw. Überweisungen (wie das Mieten eines Raums für eine Veranstaltung oder der Ankauf von Material).

Die Gemeinde schließt nach dem Muster in Anhang 2 einen Vertrag mit einem oder mehreren Tierärzten bzw. einer Vereinigung oder einem Tierheim ab, die sie damit beauftragt, die streunenden Katzen zu sterilisieren oder ggf. euthanasieren zu lassen, falls ihr Gesundheitszustand es nicht erlaubt, sie unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten, oder ggf. die Hauskatzen der Personen zu sterilisieren, die durch Beschluss der Gemeinde Anspruch auf diese Dienstleistung haben. Die sterilisierte Katze kann durch eine dreieckigen Kerbe im rechten Ohr oder durch einen Mikrochip als sterilisierte Katze identifiziert werden.

Werden die Aufträge zur Sterilisation oder, falls der Gesundheitszustand des Tieres es nicht erlaubt, es unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten, zur Euthanasie einer Vereinigung oder einem Tierheim übertragen, so beauftragt die Vereinigung oder das Tierheim eine befugte Person mit der Sterilisation oder der Euthanasie.

§ 3. Zielt der Beihilfeantrag darauf ab, ein Beratungssystem mit einem Tierschutzreferenten einzuführen, so richtet die Gemeinde ein Beratungssystem ein, innerhalb dessen der Tierschutzreferent als Anlaufstelle für den Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die Gemeindebediensteten, die Polizeibediensteten und die Bürger fungiert.

Bei dem Tierschutzreferenten kann es sich um einen Gemeindebediensteten, einen Polizeibediensteten, einen kommunalen Tierarzt oder einen Schöffen für Tierschutz handeln. Der Referent ist im Tierschutzrecht spezialisiert.

Der Tierschutzreferent:

- 1° fungiert als Anlaufstelle der Gemeinde für den Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die Gemeindebediensteten, die Polizeibediensteten und die Bürger;
- 2° wirkt proaktiv an der Verbreitung von Tierschutzinformationen innerhalb der Gemeinde mit (Rechtsrahmen, Sensibilisierung);
- 3° kann die Schaffung einer Tierschutzzelle innerhalb der Gemeinde anregen oder an deren Entwicklung mitwirken;
- 4° erfasst den Bedarf in Sachen Tierschutz innerhalb der Gemeinde und formuliert konkrete Vorschläge, um ihm nachzukommen.

§ 4. Zielt der Beihilfeantrag auf die Unterstützung der Informations- und Sensibilisierungsmaßnahmen ab, darunter auch die Durchführung von Veranstaltungen, so erstellt die Gemeinde einen Kommunikationsplan zum Tierschutz, der insbesondere die angesprochenen Themen, die Zielgruppe und die eingesetzten Mittel umfasst.

Die Sensibilisierungs- und Informationsaktionen erwähnen die Unterstützung durch die Wallonische Region.

Art. 5 - § 1. Für die in Artikel 4 § 2 genannten Sterilisationsaktionen wird der Höchstbetrag der jährlichen Beihilfe wie folgt festgelegt:

- 1° 1.000 Euro pro Gemeinde mit maximal 14.999 Einwohnern;
- 2° 1.500 Euro pro Gemeinde mit 15.000 bis 30.000 Einwohnern;
- 3° 2.000 Euro pro Gemeinde mit mehr als 30.000 Einwohnern.

Die Einwohnerzahl ist diejenige, die am 1. Januar des Jahres, in dem der Beihilfeantrag eingereicht wird, festgelegt wird.

Der Zuschuss wird nur verwendet für die Sterilisation der streunenden Katzen und die Euthanasie der streunenden Katzen, deren Gesundheitszustand es nicht erlaubt, sie unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten.

Abweichend von Absatz 3 kann die Gemeinde beschließen, ihren jährlichen Aktionsplan auf die Sterilisation von Hauskatzen auszudehnen, falls deren Verantwortlicher dies bei der Gemeinde ausdrücklich beantragt und folgendes Einkommen, je nach Fall, bezieht:

- 1° ein garantiertes Einkommen für Betagte nach dem Gesetz vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte;
- 2° eine Einkommensgarantie für Betagte nach dem Gesetz vom 22. März 2001 zur Einführung eines Einkommensgarantie für Betagte;
- 3° eine Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens oder eine Eingliederungsbeihilfe aufgrund des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Beihilfen für Personen mit Behinderung;
- 4° ein Eingliederungseinkommen aufgrund von Artikel 14 § 1 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung;
- 5° eine finanzielle Hilfe aufgrund von Artikel 60 § 3 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, wobei diese Hilfe aufgrund von Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses zur Regelung der Kostenerstattung durch den Staat für die Hilfeleistung, die die öffentlichen Sozialhilfezentren einem Bedürftigen gewährt haben, der die belgische Staatsangehörigkeit nicht besitzt und nicht im Bevölkerungsregister eingetragen ist, vom Staat erstattet worden ist.

§ 2. Für die Informations- und Sensibilisierungsaktionen oder die Einführung eines Beratungssystems mit einem Tierschutzreferenten wird ein Pauschalbetrag von 1.000 Euro gewährt.

Art. 6 - Spätestens innerhalb von zwei Monaten nach dem Abschlussdatum des jährlichen Aktionsplanes übermittelt die Gemeinde, der die Dienststelle das grundsätzliche Einverständnis zur Gewährung einer jährlichen Beihilfe erteilt hat, dieser Dienststelle eine dem Muster in Anhang 3 entsprechende Forderungsanmeldung.

Die Gemeinde, die der Dienststelle die Forderungsanmeldung nicht fristgerecht übermittelt, verliert ihren Anspruch auf die Gewährung der jährlichen Beihilfe.

Art. 7 - Die Dienststelle organisiert eine zielgerichtete Kontrolle der Gemeinden, indem sie von ihnen die Belege verlangt. Die Kontrolle beruht auf einer Stichprobenauswahl von mindestens zehn Prozent der Anspruchsberechtigten unter Berücksichtigung einer Risikoanalyse.

Art. 8 - Nach Durchführung der Kontrollen durch die Dienststelle erfolgt die Zahlung der Beihilfe jährlich für alle anspruchsberechtigten Gemeinden.

Der Zuschuss wird von der Dienststelle auf das Bankkonto der Gemeinde ausgezahlt und die Überweisung entspricht dem Gesamtbetrag der von der Gemeinde vorgelegten Forderungsanmeldung.

Art. 9 -

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft. Der Erlass tritt am 31. März 2023 außer Kraft.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. September 2020

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Einführung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes

Beihilfeantrag

1. Allgemeines

Der Antrag ist vor dem 28. Februar des Jahres einzureichen und muss sich auf einen jährlichen Aktionsplan beziehen, der vom 1. April des Jahres, in dem der Beihilfeantrag eingereicht wird, bis zum 31. März des folgenden Jahres läuft.¹

Informationen über die Gemeinde, die die Beihilfe beantragt:

Gemeinde:
Postleitzahl:
Anschrift (Straße, Nummer):
Kontaktperson – Name und Eigenschaft:
Telefon:
E-mail:
Bankkonto, auf das die Beihilfe zu zahlen ist:

2. Arten von Aktionen

2.1. Sterilisation streunender Katzen

Die Gemeinde beantragt eine Beihilfe für die Sterilisation von Katzen:

- JA
- NEIN

Jährlicher Aktionsplan in Bezug auf die Population streunender Katzen auf dem Gebiet der Gemeinde:

- Stand der Problematik auf dem Gebiet der Gemeinde:
 - Geschätzte Anzahl streunender Katzen:
 - davon: Anzahl der streunenden Katzen, die im Vorjahr sterilisiert wurden:
 - Zielvorgabe für die Anzahl der Katzen, die im Jahr des Aktionsplans sterilisiert werden sollen:
- Geplante Aktionen und Mittel zur Bewältigung des Problems.

¹ Für das Jahr 2020 wird das Datum des 28. Februar auf den 15. Oktober 2020 verschoben. Der Zeitraum für die entsprechenden Aktionen beginnt am 15. Oktober und endet am 31. März 2021.

- Die Gemeinde hat beschlossen, ihren jährlichen Aktionsplan auf die Sterilisation von Hauskatzen auszudehnen, deren Verantwortliche eines der in Artikel 5 genannten Einkommen beziehen:
 - JA
 - NEIN

- Die Gemeinde hat einen Vertrag mit einem oder mehreren Tierärzten, eventuell über eine Vereinigung oder ein Tierheim, abgeschlossen, den bzw. die sie mit der Sterilisation von streunenden Katzen oder deren Euthanasie betraut hat, wenn ihr Gesundheitszustand es nicht erlaubt, sie unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten, und zwar auf der Grundlage des Modells oder mit den Elementen, die in Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Einführung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes, den sie dem Antrag beifügt.

2.2. Informations- und Sensibilisierungsaktionen im Bereich des Tierschutzes

Die Gemeinde beantragt eine Beihilfe für Informations- und Sensibilisierungsaktionen im Bereich des Tierschutzes:

- JA
- NEIN

Jährlicher Kommunikationsplan zur Sensibilisierung und Information über den Tierschutz:

- Stand der Problematik auf dem Gebiet der Gemeinde:
 - Abschätzung des prioritären Bedarfs an Information und Sensibilisierung in Bezug auf den Tierschutz (wichtige Fragen, wiederkehrende Probleme usw.) und Definition des Zielpublikums entsprechend diesen Bedürfnissen.
 - Zielsetzungen in Bezug auf die Informations- und Sensibilisierungsaktionen im Bereich des Tierschutzes

- Geplante Aktionen und Mittel zur Bewältigung des Problems.

2.3. Einführung eines Beratungssystems mit einem Tierschutzreferenten innerhalb der Gemeinde.

Die Gemeinde beantragt eine Beihilfe für die Einführung eines Beratungssystems mit einem Tierschutzreferenten innerhalb der Gemeinde:

- JA
- NEIN

- Verfahren zur Organisation des Austauschs zwischen dem Tierschutzreferenten einerseits und Polizeibediensteten, Gemeindebediensteten und Bürgern andererseits.

Mit der Einreichung dieses Antrags verpflichtet sich die Gemeinde, den Teil der Kosten, der nicht durch die von der Wallonischen Region gewährte Pauschalbeihilfe gedeckt wird, aus eigenen Mitteln zu decken.

Ich erkläre ehrenwörtlich, dass alle in diesem Formular gemachten Angaben richtig und aufrichtig sind, und ermächtige die zuständige Verwaltung, die Angaben erforderlichenfalls vor Ort zu überprüfen.

Datum:

Unterschrift, Name und Funktion der befugten Person:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Einführung einer Beihilferegulung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes beigelegt zu werden.

Namur, den 3. September 2020.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

**Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur
Einführung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes**

Wenn es sich um einen Vertrag zwischen einer Gemeinde und einem Tierarzt handelt, füllen Sie den ersten Teil aus. Wenn es sich um einen Vertrag zwischen einer Gemeinde und einer Vereinigung oder einem Tierheim handelt, füllen Sie den zweiten Teil aus.

Erster Teil

Vertrag zwischen der Gemeinde und einem Tierarzt, der für die Sterilisation oder gegebenenfalls für die Euthanasie zuständig ist, wenn der Gesundheitszustand des Tieres es nicht erlaubt, es unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten.

Ich Unterzeichneter (Name und Vorname)

Verantwortlicher der Gemeinde

zu

..... (vollständige Anschrift)

bezeichne in Anwendung von Artikel 4 § 2 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Einführung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes

Herrn Dr. (Name und Vorname)

zugelassener Tierarzt in (Anschrift)

Eintragungsnummer bei der Tierärztekammer.....

um in Übereinstimmung mit den unten aufgeführten Verfahren die Kastration von männlichen streunenden Katzen, die Sterilisation von weiblichen Katzen (durch Ovariectomie oder Ovariohysterektomie) und die Euthanasie von streunenden Katzen, deren Gesundheitszustand es nicht erlaubt, sie unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten, durchzuführen; sowie gegebenenfalls die Sterilisation der Hauskatzen von Personen, die aufgrund eines Beschlusses der Gemeinde für diese Dienstleistung in Frage kommen.

Stundensatz:

Geschehen zu....., am

In dreifacher Ausfertigung, von der jede Partei ein Exemplar aufbewahrt.

Datum:

Für die Gemeinde,

Unterschrift der befugten Person

Unterschrift des Tierarztes

Zweiter Teil

Vertrag zwischen der Gemeinde und einem Tierheim oder einer Vereinigung im Hinblick auf eine Sterilisation oder gegebenenfalls Euthanasie, wenn der Gesundheitszustand des Tieres es nicht erlaubt, es unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten.

Ich Unterzeichneter (Name und Vorname)

Verantwortlicher der Gemeinde

zu

..... (vollständige Anschrift)

bezeichne in Anwendung von Artikel 4 § 2 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Einführung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes

Name der Vereinigung oder des Tierheims

Anschrift

Name des Verwalters

Für ein zugelassenes Tierheim: Zulassung Nummer HK

um in Übereinstimmung mit den unten aufgeführten Verfahren einen Tierarzt zu beauftragen, die Kastration von männlichen streunenden Katzen, die Sterilisation von weiblichen Katzen (durch Ovariectomie oder Ovariohysterektomie) und die Euthanasie von streunenden Katzen, deren Gesundheitszustand es nicht erlaubt, sie unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten, durchzuführen; sowie gegebenenfalls die Sterilisation der Hauskatzen von Personen, die aufgrund eines Beschlusses der Gemeinde für diese Dienstleistung in Frage kommen.

Geschehen zu..... , am

In dreifacher Ausfertigung, von der jede Partei ein Exemplar aufbewahrt.

Datum:

Für die Gemeinde,

Für das Tierheim oder die Vereinigung,

Unterschrift der befugten Person

Unterschrift der befugten Person

Art. 1 - Die Sterilisation oder Euthanasie von Katzen, wenn der Gesundheitszustand des Tieres es nicht erlaubt, sie unter optimalen Tierschutzbedingungen am Leben zu erhalten, muss von einer Person durchgeführt werden, die nach dem Gesetz vom 28. August 1991 zu diesem Zweck befugt ist.

Art. 2 - Vor jeder Operation vergewissert sich der Tierarzt, dass die Katze nicht bereits Träger eines Mikrochips ist und in der offiziellen Cat-ID-Datenbank registriert ist. Ist dies der Fall, wird kein chirurgischer Eingriff durchgeführt, außer zur Sterilisation von Hauskatzen, deren Besitzer eines der in Artikel 5 genannten Einkommen bezieht.

Art. 3 - Der Tierarzt verpflichtet sich, streunende Katzen zu sterilisieren, nachdem er das Tier untersucht hat, um zu prüfen, ob sein äußerer Gesundheitszustand eine Sterilisation des Tieres zulässt.

Art. 4 - Der Tierarzt ist nicht nur für den unter diesen Vertrag fallenden chirurgischen Eingriff, sondern auch für die Verwahrung und postoperative Behandlung der operierten Tiere sowie für die eventuelle Euthanasie der betreffenden Katzen zuständig. Der Tierarzt kann jedoch die postoperative Versorgung der Tiere einer spezialisierten Einrichtung übertragen, vorausgesetzt, dass weder die Gemeinde noch die Region sich an den Kosten für Klinikaufenthalt, Verwahrung und Behandlung beteiligen müssen.

Art. 5 - Ein Tierarzt darf ein krankes Tier nur dann euthanasieren, wenn er seinen Gesundheitszustand für ernsthaft beeinträchtigt hält und die Personen, die ihm das Tier übergeben haben, es nicht adoptieren oder adoptieren lassen können.

Art. 6 - Der Tierarzt identifiziert die Katze als kastriert oder kastriert durch eine dreieckige Kerbe im rechten Ohr oder durch einen Mikrochip.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Einführung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes beigefügt zu werden.

Namur, den 3. September 2020.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

Anhang 3 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Einführung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes

FORDERUNGSANMELDUNG

Gemeinde:

Straße: Nr.

PLZ.: Ortschaft:

Ich Unterzeichner (Name, Eigenschaft)

bescheinige, dass die Wallonische Region mir in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Einführung einer Beihilferegelung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes

die Summe von (Betrag in Worten)
 Euro schuldet

Und dies im Rahmen des jährlichen Aktionsplans für den Zeitraum

(Anfangsdatum)

(Enddatum)

	Anzahl		Kosten	Gesamtbetrag in Euro
	Streunende Katzen	Hauskatzen		
Sterilisation männlicher Katzen				
Sterilisation weiblicher Katzen				
Euthanasie		-		
Gesamt (mit einer Obergrenze entsprechend der Einwohnerzahl der Gemeinde)				
Informations- und Sensibilisierungsaktionen im Bereich Tierschutz und/oder Einführung eines Konsultationssystems mit einem Tierschutzreferenten			1.000 Euro *	
Gesamtbetrag der Schuld:				

* durchstreichen, falls nicht zutreffend

Ich bestätige hiermit, dass die Ausgaben, die Gegenstand dieser Forderungsanmeldung sind, sich ausschließlich auf die im oben genannten Erlass definierte Aufgabe beziehen und nicht Gegenstand anderer öffentlicher Finanzierungen waren, von denen die Wallonische Region im Rahmen dieser Beihilferegulung keine Kenntnis hat.

Ich bewahre alle Belege (Rechnungen, Zahlungen und andere Zahlungsnachweise) auf, die für die Durchführung dieses Erlasses bestimmt sind und die Ausgaben im Zusammenhang mit der Gesamtheit des Zuschusses abdecken. Ich werde sie der Wallonie auf Anfrage innerhalb von zehn Tagen zur Verfügung stellen.

Die Summe von Euro (Betrag in Zahlen) ist zu zahlen

auf das Bankkonto: BE

eröffnet auf den Namen von:

.....

bei:

.....

(Bezeichnung des Finanzinstituts)

Als aufrichtig und authentisch bescheinigt.

Datum:

Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2020 zur Einführung einer Beihilferegulung für Gemeinden im Rahmen des Tierschutzes beigelegt zu werden.

Namur, den 3. September 2020.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/42974]

3 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Dierenwelzijnwetboek, de artikelen D.2, §§ 1 en 4, en D.19, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juni 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juni 2020;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 15 juni 2020;

Gelet op het rapport van 8 juni 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 67.661/2/V van de Raad van State, gegeven op 3 augustus 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de belangrijke rol van gemeenten op het gebied van dierenwelzijn;

Overwegende dat het aantal zwervkatten in de gemeenten nog steeds te hoog is; dat zij dus overlast veroorzaken, zoals lawaai en milieuvervuiling; dat zij ook een bedreiging vormen voor de inheemse fauna; dat zij waarschijnlijk ook ziekten kunnen overdragen op mensen en andere katten en dat hun welzijn in het gedrang komt;

Overwegende dat het tot de bevoegdheid van de Waalse Regering behoort om steun te verlenen aan de gemeenten die betrokken zijn bij de proliferatie van zwervkatten;

Overwegende dat wanneer de gezondheidstoestand van een kat het niet mogelijk maakt deze kat in optimale omstandigheden van dierenwelzijn in leven te houden, de toegekende steun kan worden gebruikt om het dier te euthanaseren om verder lijden te voorkomen;

Overwegende dat het is raadzaam om de sterilisatie van huiskatten van kwetsbare groepen te ondersteunen om te voorkomen dat financiële problemen een toename van de populatie zwervkatten veroorzaken;

Overwegende dat de gemeenten, omdat ze dicht bij de burgers staan, een essentiële rol spelen bij de bewustmaking van het dierenwelzijn;

Overwegende dat het bewustmakingswerk een essentiële hefboom is voor de verbetering van het dierenwelzijn en passende middelen vereist;

Overwegende dat het tot de bevoegdheid van de Waalse Regering behoort om steun te verlenen aan de gemeenten die voorlichtings- en bewustmakingsacties inzake dierenwelzijn opzetten;

Overwegende dat het tot de bevoegdheid van de Waalse Regering behoort om te zorgen voor een constructieve dialoog tussen de verschillende belanghebbenden op het gebied van dierenwelzijn en dat de invoering van een overlegstelsel met een referentiepersoon dierenwelzijn een belangrijke hefboom is om de gemeenten in staat te stellen hun verplichtingen op het gebied van dierenwelzijn na te komen;

Overwegende dat deze steunregeling toegankelijk moet zijn voor elke Waalse gemeente op voorwaarde dat zij uit eigen middelen bijdraagt aan de aanvulling van de gedeeltelijke dekking van de kosten door Wallonië;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder de Dienst verstaan, de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. 2. Er wordt een steunregeling voor gemeenten inzake dierenwelzijn opgezet vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

De steun wordt jaarlijks verleend en heeft betrekking op acties verricht tussen 1 april van het jaar van indiening van de steunaanvraag en 31 maart van het volgende jaar.

De steunregeling is toegankelijk voor de gemeenten van het Waalse Gewest die vóór 28 februari een aanvraag die voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 3 en 4 invullen en per e-mail of per aangetekende brief naar de Dienst sturen.

De aanvraag moet worden ingevuld met behulp van het formulier in bijlage 1.

Art. 3. De Dienst controleert de volledigheid van de in artikel 2, derde lid bedoelde steunaanvraag van een gemeente in het licht van de in artikel 4 vastgestelde subsidiabiliteitsvoorwaarden.

Indien de in artikel 2, derde lid, bedoelde steunaanvraag onvolledig is, stelt de Dienst de gemeente daarvan binnen tien dagen na ontvangst ervan in kennis, met vermelding van de ontbrekende elementen. De gemeente deelt de ontbrekende elementen aan de Dienst mee binnen 10 werkdagen na ontvangst van de aanvraag van de dienst over de volledigheid. Met het begrip "werkdag" wordt verwezen naar alle andere dagen dan zaterdag, zondag en feestdagen.

Binnen dertig dagen na de uiterste datum voor het indienen van aanvragen geeft de Dienst zijn goedkeuring aan de volledigheid van de aanvraag. Binnen deze termijn van dertig dagen stelt de Dienst de gemeente die een onvolledige aanvraag heeft ingediend, in kennis van de beslissing tot weigering van verlening van de steun.

Als de aanvraag volledig is, heeft de Dienst een discretionaire beoordelingsbevoegdheid om de verlening van steun te aanvaarden of te weigeren. De beoordelingscriteria zijn de volgende:

- 1° overeenstemming tussen de in dit besluit bedoelde doelstellingen en de voorgestelde middelen;
- 2° voorstellen voor realistische acties die in overeenstemming zijn met de wetgeving.

Art. 4. § 1. Om voor de in artikel 2, derde lid, bedoelde steunregeling in aanmerking te komen, moet de jaarlijkse steunaanvraag aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de gemeente dekt uit eigen middelen het deel van de kosten die niet worden gedekt door de forfaitaire steun van het Waalse Gewest, met inachtneming van het beginsel van begrotingsneutraliteit;

2° de gemeente bewaart de bewijsstukken van de gemaakte kosten en verstrekt deze op verzoek van de dienst binnen tien dagen.

§ 2. Als de steunaanvraag betrekking heeft op de sterilisatie van zwervkatten, stelt de gemeente een jaarlijks actieplan op met betrekking tot de zwervkattenpopulatie die op haar grondgebied aanwezig is.

Het in het eerste lid bedoelde jaarlijkse actieplan bevat met name:

- 1° een schatting van de aanwezige zwervkattenpopulatie;
- 2° haar al dan niet gesteriliseerde status;
- 3° de doelstellingen met betrekking tot het aantal te steriliseren katten in het jaar van de actie;
- 4° de middelen die worden ingezet om dit te bereiken.

De gemeente verstrekt een schuldvorderingsverklaring volgens het model in bijlage 3 binnen twee maanden na de datum van afsluiting van het jaarlijkse actieplan.

Subsidiabele uitgaven ter rechtvaardiging van de toelage zijn veterinaire kosten, diensten van het gemeentepersoneel, facturen of betalingen in verband met communicatie- of voorlichtingsacties (zoals de huur van een zaal voor een evenement of de aankoop van apparatuur).

De gemeente stelt een contract op met een of meerdere dierenartsen, of een vereniging of een asiel, die zij belast met de sterilisatie van zwervkatten, of in voorkomend geval hun euthanasie indien hun gezondheidstoestand het niet mogelijk maakt ze in optimale omstandigheden van dierenwelzijn in leven te houden, of in voorkomend geval de sterilisatie van de huiskatten van personen die bij beslissing van de gemeente voor deze dienst in aanmerking komen, volgens het model in bijlage 2. De gesteriliseerde kat moet kunnen worden geïdentificeerd als zijnde gesteriliseerd door een driehoekige inkeping in het rechteroor of door een microchip.

Wanneer de sterilisatie of euthanasie wordt toevertrouwd aan een vereniging of een asiel, in gevallen waarin de gezondheidstoestand van het dier het niet mogelijk maakt bedoeld dier in optimale omstandigheden in leven te houden, wijst de vereniging of het asiel een gemachtigde persoon aan om de sterilisatie of euthanasie uit te voeren.

§ 3. Als de steunaanvraag tot doel heeft een overlegsysteem met een referentiepersoon dierenwelzijn op te zetten, zet de gemeente een overlegsysteem op waarbij de referentiepersoon dierenwelzijn het contactpunt is voor de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, de gemeentelijke ambtenaren, de politieagenten en de burgers.

De referentiepersoon dierenwelzijn kan een gemeentelijke ambtenaar, een politieagent, een gemeentelijke dierenarts of een schepen bevoegd voor dierenwelzijn zijn. De referentiepersoon is gespecialiseerd in de wetgeving inzake dierenwelzijn.

De referentiepersoon dierenwelzijn:

- 1° is het contactpunt voor de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, de gemeentelijke ambtenaren, de politieagenten en de burgers;
- 2° neemt proactief deel aan de verspreiding van informatie over dierenwelzijn binnen de gemeente (wettelijk kader, bewustmaking);
- 3° kan de oprichting van een Cel Dierenwelzijn binnen de gemeente stimuleren of deelnemen aan de ontwikkeling ervan;
- 4° identificeert de behoeften in verband met dierenwelzijn binnen de gemeente en formuleert concrete voorstellen om daarop te reageren.

§ 4. Als de steunaanvraag bedoeld is om te helpen bij voorlichtings- en bewustmakingsacties, met inbegrip van de organisatie van evenementen, stelt de gemeente een communicatieplan op met betrekking tot dierenwelzijn, waarin met name de behandelde thema's, het doelpubliek en de gebruikte middelen zijn opgenomen.

De voorlichtings- en bewustmakingsacties vermelden de steun van het Waalse Gewest.

Art. 5. § 1. Voor de in artikel 4, § 2, bedoelde sterilisatie-acties wordt het maximumbedrag van de jaarlijkse steun vastgesteld als volgt:

- 1° 1000 euro voor een gemeente met maximum 14.999 inwoners;
- 2° 1500 euro voor een gemeente van 15.000 tot 30.000 inwoners;
- 3° 2000 euro voor een gemeente met meer 30.000 inwoners.

Het aantal inwoners is het aantal dat is vastgesteld op 1 januari van het jaar waarin de steun wordt aangevraagd.

De toelage wordt alleen gebruikt voor de sterilisatie van zwurfkatten en voor de euthanasie van zwurfkatten waarvan de gezondheidstoestand het niet mogelijk maakt ze in optimale omstandigheden van dierenwelzijn in leven te houden.

In afwijking van het derde lid kan de gemeente beslissen om haar jaarlijkse actieplan uit te breiden tot de sterilisatie van huiskatten wanneer de verantwoordelijke persoon daarom uitdrukkelijk verzoekt bij zijn gemeente en één van de volgende inkomsten ontvangt:

1° een gewaarborgd inkomen voor bejaarden als bedoeld in de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden;

2° een gewaarborgd inkomen voor bejaarden als bedoeld in de wet van 1 april 1969 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen;

3° een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietegemoetkoming in de zin van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;

4° een leefloon krachtens artikel 14, § 1, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

5° een financiële hulp uit hoofde van artikel 60, § 3, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, die door de Staat is terugbetaald uit hoofde van artikel 1 van het ministerieel besluit van 30 januari 1995 tot regeling van de terugbetaling door de Staat van de kosten van de dienstverlening door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekend aan een behoeftige die de Belgische nationaliteit niet bezit en die niet in het bevolkingsregister is ingeschreven.

§ 2. Voor de voorlichtings- en bewustmakingsactie of het opzetten van een overlegsysteem met een referentiepersoon dierenwelzijn wordt een forfaitair bedrag van 1.000 euro toegekend.

Art. 6. Uiterlijk binnen twee maanden na de datum van afsluiting van het jaarlijkse actieplan maakt de gemeente die een principeakkoord heeft ontvangen voor de toekenning van een jaarlijkse steun, een schuldvorderingsverklaring volgens het model vermeld in bijlage 3 aan de Dienst over.

Indien de gemeente de schuldvorderingsverklaring niet binnen de gestelde termijn naar de Dienst stuurt, verliest zij het recht op de jaarlijkse toelage.

Art. 7. De Dienst organiseert een gerichte controle van de gemeenten door hen om hun bewijsstukken te vragen. De controle is gebaseerd op een steekproef van ten minste 10 % van de begunstigen, waarbij rekening wordt gehouden met een risicoanalyse.

Art. 8. Na de uitvoering van de controles van de Dienst wordt de betaling van de steun jaarlijks verricht voor alle in aanmerking komende gemeenten.

De toelage wordt door de Dienst op de bankrekening van de gemeente gestort en de betaling komt overeen met het totale bedrag van de door de gemeente ingediende schuldvorderingsverklaring.

Art. 9. Voor het jaar 2020 wordt de termijn voor het indienen van aanvragen verlengd tot 15 oktober 2020. De betrokken acties zullen betrekking hebben op de periode van 15 oktober 2020 tot en met 31 maart 2021.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt. Het besluit houdt op van kracht te zijn op 31 maart 2023.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 september 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

**Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020
tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn**

Steunaanvraag

1. Algemeen

De aanvraag wordt vóór 28 februari van het jaar ingediend en heeft betrekking op een jaarlijks actieplan dat loopt van 1 april van het jaar waarin de steunaanvraag wordt ingediend tot en met 31 maart van het volgende jaar¹.

Informatie betreffende de gemeente die om de steun vraagt:

Gemeente:
Postcode:
Adres (straat, nummer):
Contactpersoon – naam en functie:
Telefoon:
E-mail:
Bankrekening waarop de steun gestort moet worden:

1. Soorten acties

2.1. Sterilisatie van de zwerfkatten

De gemeente vraagt om steun voor de sterilisatie van de katten:

- JA
- NEE

Jaarlijks actieplan ten opzichte van de populatie van zwerfkatten aanwezig op het gemeentelijk grondgebied;

- Staat van het probleem op het gemeentelijk grondgebied:
 - Geschat aantal zwerfkatten:
 - Waarvan: aantal zwerfkatten die het jaar ervoor gesteriliseerd werden:
 - Doelstellingen in aantal te steriliseren katten gedurende het jaar van het actieplan:
- Geplande acties en ingezette middelen om het probleem aan te pakken.

¹ Voor het jaar 2020 wordt de datum van 28 februari uitgesteld tot 15 oktober 2020. De periode waarop de bedoelde acties betrekking hebben, begint op 15 oktober 2020 en eindigt op 31 maart 2021.

- De gemeente heeft beslist haar jaarlijkse actieplan uit te breiden tot de sterilisatie van huiskatten waarvan de verantwoordelijke persoon één van de in artikel 5 bedoelde inkomsten ontvangt:
 - JA
 - NEE

- De gemeente heeft een contract opgesteld met een of meerdere dierenartsen, eventueel via een vereniging of een asiel, die zij heeft belast met de sterilisatie van zwervkatten, of met hun euthanasie wanneer hun gezondheidstoestand het niet mogelijk maakt ze in optimale omstandigheden van dierenwelzijn in leven te houden, op basis van het model of met de elementen die zijn opgenomen in bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020 tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn en voegt het bij de aanvraag.

2.2. Voorlichtings- en bewustmakingsacties inzake dierenwelzijn

De gemeente vraagt om steun voor de voorlichtings- en bewustmakingsacties inzake dierenwelzijn:

- JA
- NEE

Jaarlijks communicatieplan voor de bewustmaking en informatie over dierenwelzijn

- Staat van het probleem op het gemeentelijk grondgebied:
 - Schatting van de prioritaire behoeften op het gebied van voorlichting en bewustmaking inzake dierenwelzijn (belangrijke kwesties, terugkerende problemen, enz.) en definitie van het doelpubliek aan de hand van deze behoeften.

 - Doelstellingen op het gebied van voorlichting en bewustmaking inzake dierenwelzijn

- Geplande acties en ingezette middelen om het probleem aan te pakken

2.3. Het opzetten van een systeem van overleg met een referentiepersoon dierenwelzijn binnen de gemeente

De gemeente vraagt om steun voor het opzetten van een systeem van overleg met een referentiepersoon dierenwelzijn:

- JA
 - NEE
-
- Procedures voor het organiseren van uitwisselingen tussen de referent voor dierenwelzijn enerzijds en politieagenten, gemeentelijke ambtenaren en burgers anderzijds.

Door de indiening van deze aanvraag verbindt de gemeente zich ertoe het deel van de kosten dat niet wordt gedekt door de forfaitaire steun van het Waalse Gewest, met eigen middelen te dekken.

Ik verklaar op erewoord dat alle informatie op dit formulier correct en oprecht is en ik geef de bevoegde administratie toestemming om indien nodig ter plaatse te komen controleren.

Datum:

Handtekening, naam en functie van de gemachtigde persoon:

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020 tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn.

Namen, 3 september 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

**Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020
tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn**

Als het gaat om een contract tussen een gemeente en een dierenarts, vul dan het eerste deel in. Als het gaat om een contract tussen een gemeente en een vereniging of een asiel, vul dan het tweede deel in.

Eerste deel

Contract tussen de gemeente en een dierenarts die belast is met de sterilisatie of, in voorkomend geval, met euthanasie wanneer de gezondheidstoestand van het dier het niet mogelijk maakt het in optimale omstandigheden van dierenwelzijn in leven te houden

<p>Ik, ondergetekende (naam en achternaam),</p> <p>verantwoordelijke voor de gemeente</p> <p>te</p> <p>.....(volledig adres)</p>
--

zorgt overeenkomstig artikel 4, § 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020 tot vaststelling van een steunregeling aan de gemeenten in het kader van het dierenwelzijn voor de aanwijzing van

Dr. (naam en voornaam)

dierenarts erkend op (adres)

Registratienummer bij de Orde der dierenartsen.....

voor het uitvoeren van de castratie van zwervende katers, de sterilisatie van kattinnen (door middel van ovariëctomie of ovariohysterectomie) en de euthanasie van zwerfkatten waarvan de gezondheidstoestand het niet mogelijk maakt ze in optimale omstandigheden van dierenwelzijn in leven te houden; alsmede, in voorkomend geval, de sterilisatie van huiskatten van personen die bij beslissing van de gemeente voor deze dienst in aanmerking komen.

Het uurtarief:

Gedaan te, op

In drie exemplaren waarvan één exemplaar door elk van de partijen wordt bewaard.

Datum:

Voor de gemeente,

Handtekening van de gemachtigde persoon

Handtekening van de dierenarts

Tweede deel

Contract tussen de gemeente en een asiel of een vereniging met het oog op de sterilisatie of, in voorkomend geval, met de euthanasie wanneer de gezondheidstoestand van het dier het niet mogelijk maakt het in optimale omstandigheden van dierenwelzijn in leven te houden.

Ik, ondergetekende (naam en achternaam),
verantwoordelijke voor de gemeente
te
.....(volledig adres)

zorgt overeenkomstig artikel 4, § 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020 tot vaststelling van een steunregeling aan de gemeenten in het kader van het dierenwelzijn voor de aanwijzing van

Naam van de vereniging of het dierenasiel

Adres.....
.....

Naam van de
beheerder.....
...

In het geval van een erkend asiel: erkenningsnummer HK _____

om de dierenarts te belasten met het uitvoeren, volgens de hierna vastgestelde modaliteiten, van de castratie van zwervende katers, de sterilisatie van kattinnen (door middel van ovariëctomie of ovariohysterectomie) en de euthanasie van zwerfkatten waarvan de gezondheidstoestand het niet mogelijk maakt ze in optimale omstandigheden van dierenwelzijn in leven te houden; alsmede, in voorkomend geval, de sterilisatie van huiskatten van personen die bij beslissing van de gemeente voor deze dienst in aanmerking komen.

Gedaan te....., op

In drie exemplaren waarvan één exemplaar door elk van de partijen wordt bewaard.

Datum:

Voor de gemeente,

Voor het asiel of de vereniging,

Handtekening van de gemachtigde persoon

Handtekening van de gemachtigde persoon

Art. 1. De sterilisatie of euthanasie van katten wanneer de gezondheidstoestand van het dier het niet mogelijk maakt om het in optimale omstandigheden van dierenwelzijn in leven te houden, moet worden uitgevoerd door een persoon die daartoe gemachtigd is krachtens de wet van 28 augustus 1991.

Art. 2. Voor elke chirurgische ingreep zal de dierenarts zich ervan vergewissen dat de kat niet reeds een microchip draagt en geregistreerd is in de officiële CatID-databank. Indien dit het geval is, wordt er geen chirurgische ingreep uitgevoerd, met uitzondering van de sterilisatie van huiskatten, waarvan de verantwoordelijke een van de in artikel 5 genoemde inkomsten ontvangt.

Art. 3. De dierenarts verbindt zich ertoe zwerfkatten te steriliseren nadat hij de dieren heeft onderzocht en heeft nagegaan of de gezondheidstoestand van de dieren een sterilisatie toelaat.

Art. 4. De dierenarts komt niet alleen tussenbeide voor de in dit contract bedoelde chirurgische ingreep, maar ook voor de nazorg en de postoperatieve behandeling van de geopereerde dieren en voor de eventuele euthanasie van de katten die naar hem zijn gebracht. De dierenarts mag echter de nazorg van de dieren echter opdragen aan een gespecialiseerde instelling voor zover de gemeente noch het Gewest niet moeten bijdragen in de kosten voor de verpleging, de nazorg en de behandeling.

Art. 5. De dierenarts kan slechts overgaan tot euthanasie bij een ziek dier wanneer zijn gezondheidstoestand er sterk op achteruit is gegaan en wanneer de mensen die het dier zijn komen brengen, er niet voor kunnen zorgen of niemand kennen die de kat kunnen opvangen.

Art. 6. De dierenarts gaat over tot de identificatie van de kat als zijnde gesteriliseerd via een driehoekige inkeping in het rechteroor of via een microchip.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020 tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn.

Namen, 3 september 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

**Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020
tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn**

SCHULDVORDERINGSVERKLARING

Gemeente:	
Straat:	NR.
P.C. :	Plaats:

Ik, ondergetekende (naam, hoedanigheid)

verklaar dat ik overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020 tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn

het bedrag van

.....euro (bedrag in woorden) verschuldigd ben door het Waalse Gewest

in het kader van het jaarlijks actieplan voor de periode

(begindatum)

(einddatum)

	Aantal		Kosten	Totale kosten in euro
	Zwerfkatten	Huiskatten		
Sterilisatie van katers				
Sterilisatie van kattinnen				
Euthanasie		-		
Totaal (beperkt al naar gelang de populatie van de gemeente)				
Voorlichtings- en bewustmakingsacties inzake dierenwelzijn en/of het opzetten van een systeem van overleg met een referentiepersoon dierenwelzijn			1.000 euro *	
Bedrag van de schuldvordering				

* schrappen als niet van toepassing

Ik verklaar dat de uitgaven waarop deze schuldvorderingsverklaring betrekking heeft, uitsluitend betrekking hebben op de in bovenvermeld besluit omschreven opdracht en niet het voorwerp hebben uitgemaakt van andere overheidsfinancieringen waarvan het Waalse Gewest niet op de hoogte is geweest in het kader van deze steunregeling.

Ik bewaar alle bewijsstukken (facturen, stortingen en andere betalingsbewijzen) die bestemd zijn voor de uitvoering van dit besluit en die de uitgaven met betrekking tot het geheel van de toelage dekken. Ik stel ze op verzoek ter beschikking van Wallonië binnen een termijn van tien dagen.

Het bedrag van euro (bedrag in cijfers) moet worden gestort

op bankrekening: BE

geopend op naam van:
.....

bij:
(naam van de bankinstelling)

Voor echt en waarachtig verklaard.

Datum: Handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2020 tot vaststelling van een steunregeling voor gemeenten in het kader van het dierenwelzijn.

Namen, 3 september 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/31296]

17 JULI 2020. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 5 maart 2020 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt verleend met het in bijlage bij deze ordonnantie gevoegde samenwerkingsakkoord van 5 maart 2020 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2020.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

Nota

Gewone zitting 2019-2020

Documenten van het Parlement :

A-186/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-186/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking : vergadering van donderdag 16 juli 2020.

Aanneming : vergadering van vrijdag 17 juli 2020.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/31296]

17 JUILLET 2020. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 5 mars 2020 portant modification de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 5 mars 2020 portant modification de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, annexé à la présente ordonnance.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

Note

Session ordinaire 2019-2020

Documents du Parlement :

A-186/1 Projet d'ordonnance.

A-186/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion : séance du jeudi 16 juillet 2020.

Adoption : séance du vendredi 17 juillet 2020.